

Leadership local et développement territorial en Ituri : analyse de la perception de l'implication des acteurs locaux

Local Leadership and Territorial Development in Ituri: Analysis of the Perception of Local Actors' Involvement

PEKE ZABA

Enseignant et Chercheur, Institut Supérieur de Développement Rural de Bunia (ISDR-Bunia)
Province de l'Ituri, République Démocratique du Congo
ORCID : 0009-0004-9440-706X

LOMBUNI LOTE Dieudonné

Enseignant chercheur
Enseignant et Chercheur Institut Supérieur de Développement Rural de Bunia (ISDR-Bunia)
Province de l'Ituri, République Démocratique du Congo (RDC)

PALUKU KASONIA Dieudonné

Enseignant et Chercheur, Institut Supérieur de Développement Rural de Bunia (ISDR-Bunia)
Province de l'Ituri, République Démocratique du Congo
ORCID: 0009-0008-0124-824X

Date de soumission : 06/08/2026

Date d'acceptation : 17/09/2026

Pour citer cet article :

PEKE Z. & al. (2026). « Leadership local et développement territorial en Ituri : analyse de la perception de l'implication des acteurs locaux ». Revue Internationale du Chercheur «Volume 7 : Numéro 3 » pp : 1712- 1732

Résumé

Cette étude examine le rôle du leadership local dans le développement territorial en Ituri (RDC) à travers une méthode mixte séquentielle explicative. L'enquête quantitative (N=100, cinq territoires) révèle que 91 % des répondants reconnaissent l'existence d'un leadership local, avec des disparités significatives : Mambasa enregistre 100 % d'actions « très remarquables » contre 40 % « inaperçues » à Aru ($\chi^2=152,320$; $p<0,001$; $V=0,720$). Les entretiens qualitatifs (n=15) mettent en évidence un déficit de légitimité électorale, une gouvernance patrimoniale et une instrumentalisation ethnique. Ces résultats plaident pour l'organisation d'élections locales et l'institutionnalisation de la gouvernance participative. Les tests non paramétriques de Kruskal-Wallis confirment des disparités significatives selon le territoire ($\eta^2 = 0,793$), le sexe ($\eta^2 = 0,411$) et l'âge ($\eta^2 = 0,801$).

Mots-clés : leadership local, développement territorial, Ituri, gouvernance participative et méthode mixte.

Abstract

This study examines the role of local leadership in territorial development in Ituri (DRC) through a sequential explanatory mixed-method approach. The quantitative survey (N=100, five territories) reveals that 91% of respondents recognize the existence of local leadership, with significant disparities: Mambasa records 100% 'highly remarkable' actions versus 40% 'unnoticed' in Aru ($\chi^2=152.320$; $p<0.001$; $V=0.720$). Qualitative interviews (n=15) highlight an electoral legitimacy deficit, patrimonial governance, and ethnic instrumentalization. These findings advocate for organizing local elections and institutionalizing participatory governance. Kruskal-Wallis non-parametric tests confirm significant disparities by territory ($\eta^2 = 0.793$), gender ($\eta^2 = 0.411$), and age group ($\eta^2 = 0.801$).

Keywords: local leadership, territorial development, Ituri, participatory governance and mixed method.

Introduction

La province de l'Ituri, située dans le nord-est de la République Démocratique du Congo (RDC), constitue un territoire marqué par des décennies de conflits armés et de fragilité institutionnelle. Limitée au Nord par la République du Soudan du Sud, à l'Est par la République de l'Ouganda, au Sud par la Province du Nord-Kivu et à l'Ouest par les Provinces de la Tshopo et du Haut-Uélé (Programme d'Actions du gouvernement, Province de l'Ituri, 2016 : 9), cette région comprend cinq territoires administratifs : Aru, Djugu, Irumu, Mahagi et Mambasa, et fait face à des défis majeurs de gouvernance locale dans un contexte post-conflit où la reconstruction des institutions et la consolidation de la paix demeurent des priorités (Gaynor, 2011).

Malgré ses diverses potentialités naturelles (forêt, ressources minières, terres arables, lac Albert, élevage), le développement économique de l'Ituri reste faible. La majorité de la population vit sous le seuil d'un dollar par jour. L'accès à l'éducation primaire est très réduit dans les zones de conflits et l'on observe un afflux de déplacés internes. Selon Shu (2013 : 23), « l'échec du leadership est à la base de la crise persistante du développement en Afrique. Le leadership est la cause, le reste n'en est que l'effet ». La décentralisation administrative en RDC, amorcée par la Constitution de 2006, a confié aux entités territoriales décentralisées (ETD) des responsabilités accrues en matière de développement local. Toutefois, la mise en œuvre effective reste confrontée à la faiblesse des capacités institutionnelles, l'insuffisance des ressources financières et les tensions entre différents niveaux de pouvoir (Mulopo Gihani, 2021). Dans ce contexte, le leadership local émerge comme un facteur déterminant pour le développement territorial. Les acteurs locaux, autorités traditionnelles, élus locaux, organisations de la société civile jouent des rôles distincts mais complémentaires dans la gouvernance territoriale (Mena Sebu, 2025). La perception qu'ont les populations locales de l'implication de ces acteurs constitue un indicateur crucial de la légitimité et de l'efficacité de la gouvernance locale (Bell & Bland, 2014). Malgré l'importance de cette question, peu d'études empiriques ont documenté de manière systématique la perception de l'implication des acteurs locaux dans le leadership et le développement territorial en Ituri. Les recherches existantes se sont principalement concentrées sur les aspects institutionnels et juridiques de la décentralisation (Kikanana Maguganduga, 2024), laissant dans l'ombre la dimension perceptuelle et les dynamiques sociales qui sous-tendent l'exercice du leadership local.

La présente étude vise à combler cette lacune en répondant à la question de recherche suivante : Quelle est la perception de l'implication des acteurs locaux dans le leadership et le

développement territorial en Ituri, et quelles disparités existent entre les cinq territoires de la province ? L'objectif général est d'analyser cette perception sur la période mars 2018–juin 2026. Les objectifs spécifiques sont : (1) évaluer quantitativement la perception de l'implication des différentes catégories d'acteurs locaux dans chacun des cinq territoires ; (2) explorer qualitativement les facteurs explicatifs et les aspirations des populations ; (3) identifier les disparités territoriales et proposer des pistes d'explication. Cette étude repose sur l'hypothèse principale selon laquelle il existe des disparités significatives entre les cinq territoires de l'Ituri dans la perception de l'implication des acteurs locaux, ces disparités reflétant des différences dans les configurations socio-politiques locales, l'histoire des conflits et les dynamiques de gouvernance propres à chaque territoire. Cet article est structuré en cinq sections principales : cadre théorique et revue de la littérature (1), méthodologie (2), présentation et discussion des résultats (3), recommandations (4), limites et conclusion (5).

1. Cadre théorique et revue de la littérature

Cette section passe en revue les travaux récents (2011-2025) relatifs au leadership local, à la décentralisation et à la gouvernance territoriale en RDC et en Afrique subsaharienne. Trois axes structurent cette revue : (1) la légitimité des acteurs locaux dans le cadre de la décentralisation congolaise, (2) les instruments de gouvernance participative, et (3) le leadership local et les perspectives comparatives.

1.1. Légitimité, décentralisation et gouvernance locale en RDC

La question de la légitimité des acteurs locaux constitue le nœud central des blocages institutionnels en RDC. Mulopo Gihani (2021) analyse l'illégitimité des acteurs locaux comme cause du sous-développement en Ituri, soulignant que le transfert des compétences et des ressources aux ETD reste largement inachevé. Kikanana Maguganduga (2024) examine spécifiquement la gestion des entités territoriales en Ituri et met en évidence les tensions entre les différents niveaux d'autorité. Tshwana Kilolo (2024) identifie la superposition de logiques de légitimité, traditionnelle, électorale et performative, comme un facteur de complexification de la gouvernance locale. Yuma Mwana Emile (2022) souligne que les ETD congolaises disposent de moyens financiers largement insuffisants pour assumer les compétences qui leur sont théoriquement dévolues, créant un décalage entre les attentes des populations et les capacités réelles des acteurs locaux.

1.2. Gouvernance participative et budget participatif

Les instruments de gouvernance participative, notamment le budget participatif, constituent des leviers potentiels pour améliorer l'implication des leaders locaux. Warom, Kasongo et Luboya (2024) analysent la gouvernance des entités territoriales en Ituri et constatent que les mécanismes de participation citoyenne améliorent la transparence. Ragasa et al. (2016) observent que l'implication des populations locales dans la planification améliore la durabilité des programmes de développement rural. Ngendakumana et al. (2017) identifient plusieurs obstacles à la participation citoyenne effective dans les territoires post-conflit de l'est de la RDC, notamment l'analphabétisme, la méfiance envers les institutions et l'absence de cadres juridiques clairs. Majambu et al. (2024) constatent que l'implication des citoyens dans la planification locale améliore l'alignement des projets avec les besoins réels des populations.

1.3. Leadership local, autorités traditionnelles et perspectives comparatives

Le rôle des autorités traditionnelles et la qualité du leadership local sont des facteurs déterminants dans la gouvernance territoriale africaine. Gaynor (2011) examine les conflits et la consolidation de la paix en RDC et observe que la légitimité des autorités traditionnelles repose sur leur capacité à maintenir la cohésion sociale. Baracco (2021) analyse les tensions entre légitimité traditionnelle et électorale dans les systèmes de gouvernance locale. Voors et al. (2017) constatent que la présence de chefs traditionnels légitimes est associée à de meilleurs résultats en matière de gestion des ressources communes. Mena Sebu (2025) analyse comment les chefs congolais utilisent la coutume, la loi et les réseaux de pouvoir pour asseoir leur autorité. Dans une perspective comparative, Machohe (2011) montre au Mozambique que les relations entre leadership local et décentralisation sont marquées par des tensions politiques persistantes. Massuanganhe (2014) examine le rôle du tribalisme dans la gouvernance locale et observe que l'instrumentalisation des identités ethniques constitue une source de division. Bell et Bland (2014) identifient l'accès à l'information et la présence d'organisations de la société civile actives comme conditions favorables à la responsabilisation des leaders. Rathore (2013) observe que la reconstruction de la légitimité dans les États fragiles est un processus complexe et de long terme. Myerson (2014) souligne que lorsque les leaders locaux dépendent principalement du niveau central pour leur maintien au pouvoir, ils tendent à privilégier les intérêts des élites centrales au détriment des besoins locaux.

En somme, la littérature converge sur un constat : malgré le cadre constitutionnel de la décentralisation en RDC, le leadership local en Ituri souffre d'un déficit de légitimité électorale,

d'une faiblesse des mécanismes de redevabilité et d'une instrumentalisation des identités ethniques. La présente étude contribue à cette littérature en documentant empiriquement la perception des populations à l'égard de l'implication de leurs leaders, à travers une approche mixte intégrant données quantitatives et qualitatives.

2. Méthodologie

2.1. Approche méthodologique et design de recherche

Cette recherche adopte une méthode mixte séquentielle explicative (Creswell & Plano Clark, 2018), combinant un volet quantitatif suivi d'un volet qualitatif destiné à approfondir et expliquer les résultats statistiques. Le positionnement épistémologique articule deux paradigmes complémentaires : le volet quantitatif s'inscrit dans une perspective positiviste, cherchant à mesurer objectivement les perceptions à travers des indicateurs standardisés ; le volet qualitatif adopte une posture interprétativiste, reconnaissant que les perceptions du leadership local sont socialement construites. L'articulation entre les deux volets s'opère de manière séquentielle et intégrative : les résultats quantitatifs ont orienté la sélection des informateurs clés et les thèmes à explorer qualitativement.

2.2. Population, échantillonnage et terrain d'enquête

La population cible comprend les acteurs et populations des cinq territoires de l'Ituri : Aru, Djugu, Irumu, Mahagi et Mambasa. L'échantillon quantitatif est composé de N=100 répondants répartis à travers les cinq territoires. La sélection a combiné échantillonnage par convenance au niveau territorial et diversification des profils en termes de genre, d'âge et de catégorie socioprofessionnelle. L'échantillon comprend 80 % d'hommes et 20 % de femmes, avec une prédominance des tranches 31-40 ans et 50 ans et plus (29 % chacune). L'échantillon qualitatif comprend n=15 informateurs clés sélectionnés par échantillonnage intentionnel : chefs coutumiers, élus locaux et acteurs de la société civile, choisis en fonction de leur connaissance des dynamiques de gouvernance locale et de leur représentativité territoriale. La période de collecte s'étend de mars 2018 à juin 2026.

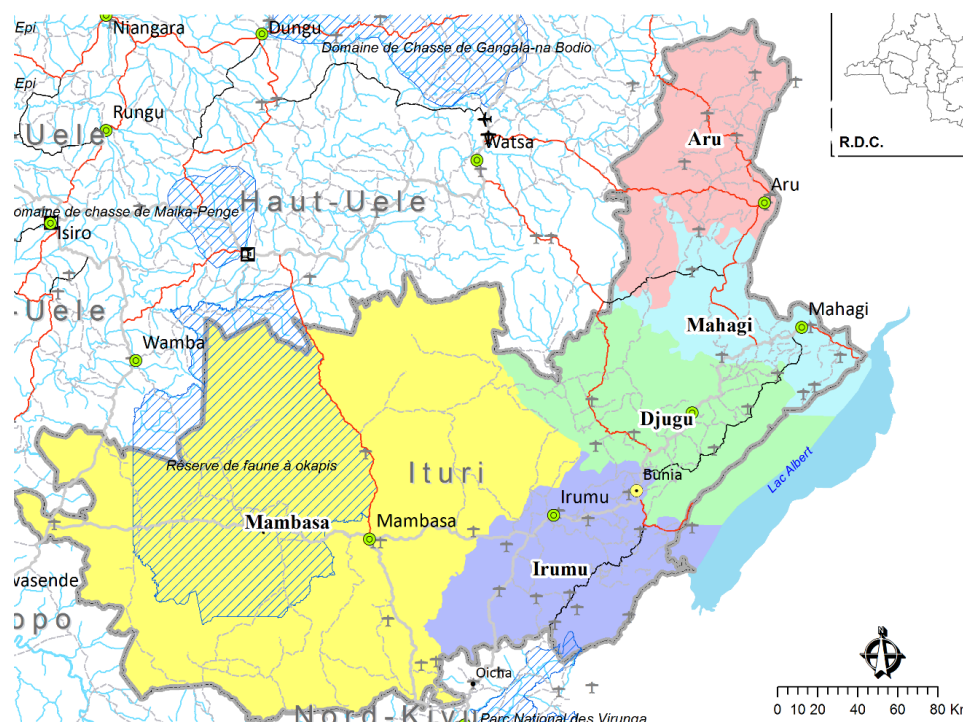


Figure 1 : Carte administrative de la province de l'Ituri et ses cinq territoires.

La Figure 1 présente la carte administrative de la province de l'Ituri avec ses cinq territoires d'étude : Aru (nord-est), Djugu (centre-est), Irumu (sud-est), Mahagi (est, bordant le Lac Albert) et Mambasa (ouest, incluant la Réserve de faune à okapis). Cette carte illustre l'étendue géographique de la zone d'enquête et les contrastes entre les territoires frontaliers de l'Ouganda (Aru, Mahagi) et ceux de l'arrière-pays forestier (Mambasa), dont les dynamiques socio-politiques et sécuritaires diffèrent sensiblement.

2.3. Instruments de collecte des données

Le volet quantitatif s'appuie sur un questionnaire structuré à huit variables, administré à 100 répondants. Les variables incluent : le genre, l'âge, le territoire d'origine, la reconnaissance d'un leadership local, le niveau des actions de développement, les causes perçues du mauvais leadership, le mode de gouvernance observé et les aspirations prioritaires de développement. Le volet qualitatif utilise un guide d'entretien semi-directif structuré autour de quatre thèmes : (1) la perception de l'implication des acteurs locaux ; (2) les facteurs explicatifs de la qualité du leadership ; (3) les relations entre catégories d'acteurs ; (4) les recommandations pour améliorer la gouvernance locale. Les entretiens, d'une durée moyenne de 45 à 60 minutes, ont été enregistrés avec le consentement des informateurs, transcrits intégralement et validés par relecture.

2.4. Techniques d'analyse des données

Les données quantitatives ont été traitées sous IBM SPSS Statistics v26. L'analyse descriptive a porté sur les distributions de fréquences, les pourcentages et les tableaux croisés. L'analyse inférentielle a mobilisé le test du chi-carré (χ^2) pour évaluer l'association entre les variables catégorielles, complété par le V de Cramér pour mesurer l'intensité de l'association (Cohen, 1988). Les seuils d'interprétation retenus sont : $V < 0,10$ = association négligeable ; $0,10-0,30$ = faible ; $0,30-0,50$ = modérée ; $> 0,50$ = forte. Les données qualitatives ont été soumises à une analyse thématique de contenu (Braun & Clarke, 2006), selon un processus en trois étapes : codage ouvert (identification des unités de sens), codage axial (regroupement en catégories) et codage sélectif (identification des thèmes centraux). La triangulation des sources (questionnaires et entretiens) et des méthodes (quantitative et qualitative) a été assurée pour renforcer la validité des résultats.

2.5. Considérations éthiques

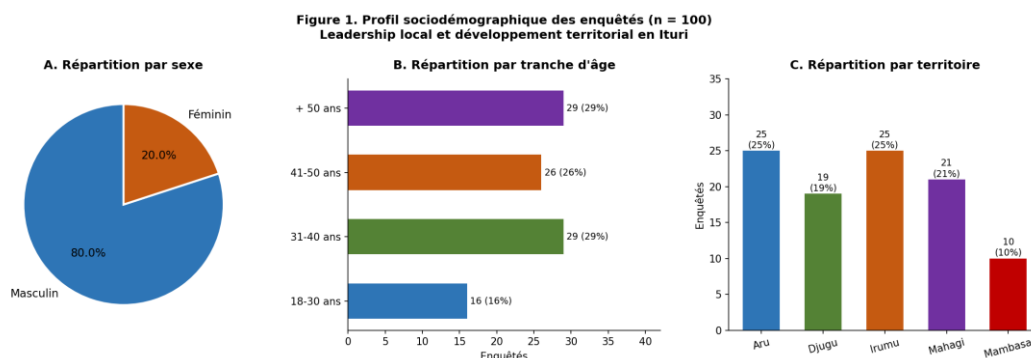
Le consentement éclairé de chaque participant a été recueilli avant l'administration du questionnaire et la conduite des entretiens. L'anonymat des répondants et la confidentialité des données ont été garantis. Les entretiens ont été codés par territoire et par numéro d'ordre (par exemple, E1-Aru, E2-Djugu), sans mention nominative. Les données brutes ont été stockées de manière sécurisée et ne sont accessibles qu'aux chercheurs impliqués dans l'étude.

3. Présentation et discussion des résultats

3.1. Résultats quantitatifs

3.1.1. Profil sociodémographique des enquêtés

L'enquête a porté sur 100 répondants répartis dans les cinq territoires administratifs de l'Ituri. Le profil sociodémographique révèle une prédominance masculine (80 % contre 20 % de femmes). Les tranches d'âge 31-40 ans et plus de 50 ans sont les plus représentées (29 % chacune), suivies des 41-50 ans (26 %) et des 18-30 ans (16 %). La distribution territoriale montre : Aru (25), Djugu (19), Irumu (25), Mahagi (21) et Mambasa (10).

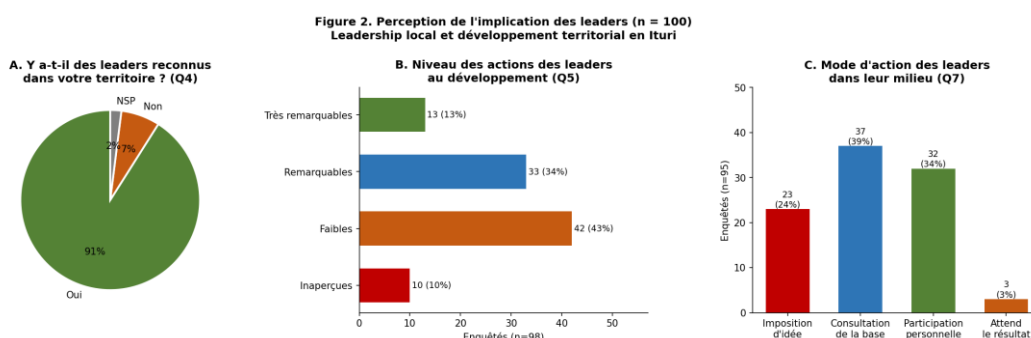


Source : Données d'enquête, 2018-2026.

Cette figure illustre la distribution de l'échantillon selon trois dimensions. Le diagramme circulaire (A) montre une prédominance masculine (80 %) conforme au contexte socioculturel de la gouvernance locale en Ituri. La répartition par tranche d'âge (B) est relativement équilibrée, avec une légère prédominance des plus de 50 ans (29 %) et des 31-40 ans (29 %). La distribution territoriale (C) reflète la stratification proportionnelle de l'échantillonnage : Aru et Irumu (25 % chacun), Mahagi (21 %), Djugu (19 %) et Mambasa (10 %).

3.1.2. Perception de l'implication des leaders locaux

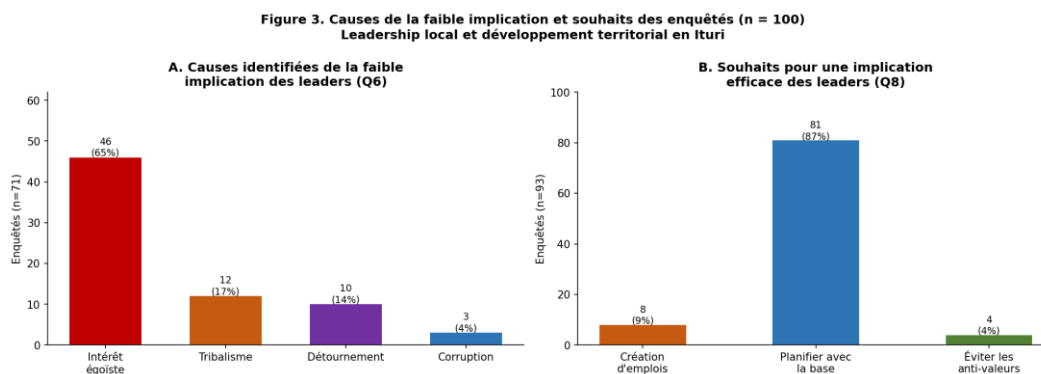
L'analyse des perceptions révèle que 91 % des répondants reconnaissent l'existence d'un leadership local dans leur territoire, contre 7 % qui ne le reconnaissent pas et 2 % de non-réponses. Cependant, l'évaluation du niveau des actions de développement menées par ces leaders est plus nuancée : 10,2 % jugent ces actions « inaperçues », 42,9 % les qualifient de « faibles », 33,7 % de « remarquables » et 13,3 % de « très remarquables » (2 % de non-réponses). Ainsi, plus de la moitié des répondants (53,1 %) portent un jugement négatif sur l'action des leaders locaux.



Source : Données d'enquête, 2018-2026.

La Figure 3 présente trois dimensions de la perception du leadership local. Le diagramme circulaire (A) confirme que 91 % des répondants reconnaissent l'existence d'un leadership dans

leur territoire, contre seulement 7 % qui le nient. Le graphique des actions (B) révèle la polarisation : les actions sont jugées faibles (43 %) ou remarquables (34 %), avec une minorité les considérant très remarquables (13 %) ou inaperçues (10 %). Le mode de gouvernance dominant (C) est la consultation de la base (39 %), suivi de la participation personnelle (34 %) et de l'imposition d'idée (24 %). Parmi les 71 répondants ayant identifié des causes de la faible implication, les intérêts égoïstes arrivent en tête (64,8 %), suivis du tribalisme (16,9 %), du détournement de fonds (14,1 %) et de la corruption (4,2 %). Les modes de gouvernance observés se répartissent comme suit : consultation (38,9 %), participation (33,7 %), imposition des idées (24,2 %) et attente du résultat (3,2 %). Les aspirations prioritaires sont la planification avec la base (87,1 %), la création d'emplois (8,6 %) et l'évitement des anti-valeurs (4,3 %).



Source : Données d'enquête, 2018-2026.

3.1.3. Analyse territoriale : disparités dans le niveau des actions

L'analyse croisée entre les territoires et le niveau des actions des leaders révèle des disparités considérables. Mambasa se distingue avec 100 % de répondants qualifiant les actions de « très remarquables ». À l'opposé, Aru enregistre 40 % d'actions « inaperçues » et 60 % « faibles ». Djugu présente un profil uniformément négatif (100 % « faibles »). Irumu affiche un profil mixte (32 % « faibles », 68 % « remarquables »), tandis que Mahagi est plus positif (76 % « remarquables », 24 % « très remarquables »).

Fréquences observées (attendues) — Territoire × Actions des leaders (N=98)

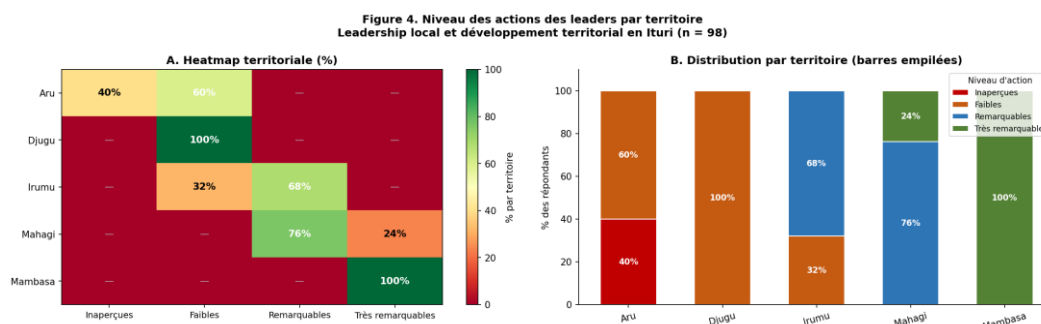
Note. $\chi^2(12, N=98) = 152,320$; $p < 0,001$; V de Cramér = 0,720. Format : Observé (Attendu).

Le test du chi-carré confirme une association statistiquement très significative entre le territoire et le niveau des actions ($\chi^2(12, N=98) = 152,320$; $p < 0,001$). Le V de Cramér de 0,720 indique une association forte selon les seuils de Cohen (1988), confirmant que le territoire de résidence constitue un facteur déterminant de la perception du leadership local. De même, l'analyse

Territoire $\times$ Causes révèle une association forte ($\chi^2(9, N=71) = 107,920$; $p < 0,001$; $V = 0,712$), indiquant que les causes perçues du mauvais leadership varient significativement entre territoires.

Fréquences observées (attendues) — Territoire $\times$ Causes du mauvais leadership (N=71)

Note. $\chi^2(9, N=71) = 107,920$; $p < 0,001$; V de Cramér = 0,712. Format : Observé (Attendu).



Source : Données d'enquête, 2018-2026.

La Figure 4 visualise les disparités territoriales dans la perception des actions des leaders. La heatmap (A) révèle des profils nettement contrastés : Mambasa affiche 100 % de perceptions « très remarquables », Mahagi combine 76 % de « remarquables » et 24 % de « très remarquables », tandis qu'Aru concentre les évaluations les plus négatives (40 % inaperçues, 60 % faibles). Djugu présente un profil entièrement négatif avec 100 % d'actions jugées faibles. Les barres empilées (B) confirment cette hiérarchie territoriale, illustrant visuellement le gradient de satisfaction entre les territoires stables et ceux affectés par les conflits armés.

3.1.4. Analyses non paramétriques (tests de Kruskal-Wallis)

Afin de compléter les analyses du chi-carré par des tests ne présupposant pas la normalité des distributions, sept tests de Kruskal-Wallis ont été conduits. Ces tests évaluent les différences entre les rangs moyens des groupes définis par le territoire, le sexe et la tranche d'âge pour les variables ordinales « niveau des actions de développement », « mode de gouvernance » et « aspirations ». Effet du territoire : Les tests C.1, C.2 et C.3 montrent que le territoire d'origine constitue le facteur le plus discriminant. L'effet est très large pour le niveau des actions ($\eta^2 = 0,793$) et la gouvernance ($\eta^2 = 0,760$), et modéré-à-large pour les aspirations ($\eta^2 = 0,425$). Les rangs moyens les plus élevés pour les actions positives reviennent systématiquement à Mambasa et Mahagi, tandis qu'Aru affiche les rangs les plus bas. Effet du sexe : Les tests C.4 et C.5 révèlent un effet significatif du genre, plus prononcé pour la perception des actions ($\eta^2 = 0,411$) que pour la gouvernance ($\eta^2 = 0,207$). Les femmes tendent à évaluer plus sévèrement les

actions de développement, ce qui concorde avec le thème qualitatif du déficit de représentation féminine dans les instances locales. Effet de l'âge : Les tests C.6 et C.7 produisent les tailles d'effet les plus élevées de la série ($\eta^2 = 0,801$ pour les actions, $\eta^2 = 0,723$ pour la gouvernance). Les répondants de 50 ans et plus perçoivent les actions de manière nettement plus positive que les 18-30 ans, ce qui peut refléter à la fois une mémoire comparée (avant/après conflit) et une socialisation aux structures coutumières.

3.2. Résultats qualitatifs

L'analyse thématique des 15 entretiens semi-directifs a permis d'identifier cinq thèmes centraux qui éclairent et enrichissent les résultats quantitatifs. Le processus de codage a suivi une démarche en trois étapes : codage ouvert (78 unités de sens identifiées), codage axial (regroupement en 12 catégories) et codage sélectif (émergence de 5 thèmes centraux).

Thème 1 : Déficit de légitimité électorale des dirigeants locaux

L'ensemble des informateurs, toutes catégories confondues, ont souligné le déficit de légitimité électorale comme obstacle majeur à l'efficacité du leadership local. Les chefs coutumiers accèdent à leurs fonctions par des mécanismes héréditaires, tandis que les dirigeants des ETD exercent le pouvoir sans élections locales depuis 2006. Un chef coutumier du territoire d'Aru (E1-Aru) exprime cette situation : « Nous dirigeons sans mandat du peuple. Comment pouvez-vous exiger la redevabilité d'un chef qui n'a pas été choisi par ses administrés ? ». Un élu local d'Irumu (E5-Irumu) confirme : « Sans élections, nous sommes perçus comme des agents du pouvoir central, pas comme des représentants des populations locales ».

Thème 2 : Gouvernance patrimoniale et détournement des ressources

La gestion patrimoniale des ressources publiques émerge comme un thème récurrent. Les informateurs dénoncent l'opacité dans la gestion des fonds de rétrocession et l'absence de mécanismes effectifs de contrôle citoyen. Un acteur de la société civile de Djugu (E8-Djugu) témoigne : « Les fonds de rétrocession arrivent au territoire, mais personne ne sait combien exactement ni comment ils sont utilisés. Il n'y a aucune transparence ». Un autre informateur de Mahagi (E11-Mahagi) ajoute : « Le chef de territoire gère les finances publiques comme ses biens personnels. Il n'y a pas de budget participatif, pas de rapports financiers publics ».

Thème 3 : Instrumentalisation ethnique et tribalisme

Le tribalisme et l'instrumentalisation des identités ethniques constituent un thème transversal, particulièrement saillant dans les territoires de Djugu et d'Aru. Les nominations aux postes de

responsabilité obéissent souvent à des logiques communautaires plutôt que méritocratiques. Un acteur de la société civile de Djugu (E9-Djugu) explique : « Ici, on ne nomme pas le plus compétent mais celui de notre ethnie. Les postes sont distribués comme des récompenses tribales ». Un chef coutumier de Mambasa (E13-Mambasa) nuance toutefois : « Dans notre territoire, la diversité ethnique est moindre et les tensions tribales sont moins prononcées. Cela facilite la coopération entre les leaders ».

Thème 4 : Aspirations communautaires pour une gouvernance participative

Les informateurs expriment unanimement des aspirations fortes pour une gouvernance plus participative et redevable. La demande de consultation et d'implication dans les décisions de développement territorial est transversale. Un élu local de Mahagi (E10-Mahagi) déclare : « Les populations veulent être consultées avant que les décisions ne soient prises. Elles ont des idées concrètes sur les priorités de développement ». Un acteur de la société civile d'Irumu (E7-Irumu) ajoute : « Ce que les gens demandent, ce n'est pas l'aumône, c'est la participation aux décisions qui affectent leur vie quotidienne ».

Thème 5 : Disparités territoriales liées aux dynamiques de conflit armé

Les entretiens révèlent que les disparités dans la perception du leadership local sont étroitement liées aux dynamiques de conflit armé. Les territoires d'Aru et de Djugu, affectés par des violences persistantes et une présence de groupes armés, présentent les perceptions les plus négatives. Un élu local d'Aru (E2-Aru) témoigne : « Comment voulez-vous que les leaders développent le territoire quand il y a des attaques armées chaque semaine ? Les priorités sont la survie, pas le développement ». À l'inverse, un informateur de Mambasa (E14-Mambasa) explique les résultats positifs : « Nous avons la chance d'avoir une relative stabilité sécuritaire. Cela permet aux leaders de se concentrer sur le développement. Les projets aboutissent parce que l'environnement est favorable ».

3.3. Discussion et triangulation des résultats

La triangulation des données quantitatives et qualitatives permet de dégager une compréhension nuancée du leadership local en Ituri. Les résultats quantitatifs établissent un constat statistiquement robuste : 91 % des répondants reconnaissent l'existence d'un leadership local, mais l'évaluation de son action est profondément divisée (53,1 % de jugements négatifs contre 46,9 % de jugements positifs). Les entretiens qualitatifs permettent d'expliquer ce paradoxe : la reconnaissance du leadership n'implique pas nécessairement la satisfaction à l'égard de son

action. Les populations identifient leurs leaders mais évaluent leur performance avec discernement. Les disparités territoriales constituent l'apport majeur de cette recherche. L'association très forte ($V = 0,720$) entre le territoire et la perception des actions confirme que le contexte local constitue un déterminant essentiel de la qualité perçue du leadership. Les entretiens expliquent ces disparités par les dynamiques de conflit armé : les territoires affectés par des violences persistantes (Aru, Djugu) présentent les évaluations les plus négatives, la stabilité sécuritaire apparaissant comme une condition préalable à l'émergence d'un leadership local efficace. Ces résultats corroborent les observations de Rathore (2013) sur la complexité du leadership dans les États fragiles et de Gaynor (2011) sur l'influence du contexte post-conflit sur la gouvernance locale. Les tests de Kruskal-Wallis renforcent cette conclusion : l'effet du territoire sur la perception des actions est très large ($H(4) = 77,710$; $\eta^2 = 0,793$), de même que l'effet de l'âge ($H(3) = 78,310$; $\eta^2 = 0,801$) et du sexe ($H(1) = 40,423$; $\eta^2 = 0,411$). L'identification des causes du mauvais leadership (intérêts égoïstes 64,8 %, tribalisme 16,9 %, détournement 14,1 %, corruption 4,2 %) corrobore les analyses de Machohe (2011) sur la corruption comme obstacle à la gouvernance et de Massuanganhe (2014) sur l'instrumentalisation ethnique. Le thème qualitatif de la gouvernance patrimoniale enrichit ces constats en révélant les mécanismes concrets de détournement des fonds de rétrocession, confirmant les analyses de Mulopo Gihani (2021) sur l'illégitimité des acteurs locaux comme cause du sous-développement. L'aspiration dominante pour la planification avec la base (87,1 %) traduit une conscience citoyenne active en faveur d'une gouvernance participative et éthique, tandis que la création d'emplois (8,6 %) et l'évitement des anti-valeurs (4,3 %) reflètent des préoccupations complémentaires dans un contexte de pauvreté généralisée, confirmant les observations de Bell et Bland (2014) et de Warom et al. (2024). Par ailleurs, le test de Kruskal-Wallis révèle un effet significatif du sexe sur la perception des actions de développement ($H(1) = 40,423$; $p < 0,001$; $\eta^2 = 0,411$) et sur la gouvernance ($H(1) = 20,238$; $p < 0,001$; $\eta^2 = 0,207$), suggérant une perception genrée du leadership local. La méthode mixte séquentielle explicative a démontré sa valeur ajoutée dans cette recherche. L'approche quantitative a permis d'établir des patterns statistiques robustes et de mesurer l'ampleur des disparités, tandis que l'approche qualitative a révélé les mécanismes explicatifs, déficit de légitimité électorale, gouvernance patrimoniale, instrumentalisation ethnique, que les données chiffrées ne pouvaient saisir. Cette triangulation renforce la validité des conclusions et offre une compréhension plus riche des réalités complexes de la gouvernance locale en Ituri.

4. Recommandations

Les constats empiriques appellent des interventions ciblées pour améliorer la qualité du leadership local et renforcer la gouvernance participative en Ituri. Les recommandations distinguent les actions spécifiques à chaque territoire des mesures transversales applicables à l'ensemble de la province.

Tableau 5 : Synthèse des recommandations fondées sur les résultats statistiques

Problème identifié	Recommandation	Acteur responsable	Indicateur
Disparités territoriales dans la perception des actions de développement (KW: $H=77,710$; $\eta^2=0,793$)	Mettre en place un programme de rattrapage territorial ciblé sur Aru et Djugu, prioritaires en termes de perception négative	Gouvernement provincial ; PNUD ; MONUSCO	Réduction de l'écart des rangs moyens inter-territoriaux à < 20 % en 5 ans
Disparités territoriales de gouvernance (KW: $H=72,428$; $\eta^2=0,760$)	Standardiser les pratiques de gouvernance via un référentiel unique de gestion territoriale	Ministère de l'Intérieur ; Gouvernement provincial	Adoption du référentiel par 100 % des ETD dans un délai de 3 ans
Déficit de représentation féminine dans la perception du leadership (KW: $H=40,423$; $\eta^2=0,411$)	Instituer un quota de genre (30 %) dans les organes de décision locale et les comités territoriaux	Assemblée provinciale ; Ministère du Genre	Pourcentage de femmes dans les organes décisionnels locaux ≥ 30 %
Écart intergénérationnel dans l'évaluation des actions (KW: $H=40,423$; $\eta^2=0,411$)	Créer des conseils intergénérationnels territoriaux associant jeunes (18-30 ans) et aînés (50+)	Chefs coutumiers ; Société civile ; ETD	Nombre de conseils fonctionnels par territoire (cible : 1 par chefferie/secteur)

Problème identifié	Recommandation	Acteur responsable	Indicateur
H=78,310 ; $\eta^2=0,801$)			
Intérêts égoïstes des leaders locaux identifiés comme cause principale (64,8 %)	Adopter un code de conduite et une charte de redevabilité pour les dirigeants locaux	Gouvernement provincial ; Assemblée provinciale	Signature de la charte par 100 % des leaders ; audits annuels publiés
Tribalisme et favoritisme ethnique (16,9 % des causes citées)	Déployer des programmes de cohésion sociale et de dialogue intercommunautaire dans chaque territoire	MONUSCO ; ONG locales ; Société civile	Nombre d'incidents intercommunautaires réduit de 50 % en 3 ans
Faible participation citoyenne (24,2 % perçoivent l'imposition comme mode de gouvernance)	Instaurer le budget participatif dans chaque ETD et créer des mécanismes de consultation régulière	ETD ; Gouvernement provincial ; Banque mondiale	Pourcentage du budget territorial alloué par processus participatif ≥ 15 %
Absence d'élections locales et déficit de légitimité électorale	Organiser les élections locales dans un délai raisonnable et garantir la transparence du processus	CENI ; Gouvernement central ; Partenaires internationaux	Tenue effective des élections locales ; taux de participation ≥ 60 %

Source : Élaboration propre à partir des tests de Kruskal-Wallis et de l'analyse qualitative.

5. Limites et perspectives de recherche

5.1. Limites de l'étude

Cette étude présente plusieurs limites méthodologiques. La taille de l'échantillon quantitatif (N=100) limite la puissance statistique des analyses et la possibilité de conduire des tests multivariés plus sophistiqués. L'échantillon qualitatif (n=15) offre une profondeur appréciable

mais demeure limité pour saisir l'ensemble de la diversité des perspectives. La représentativité de l'échantillon constitue une autre limite : des biais de sélection potentiels ne peuvent être exclus, et l'accès limité à certaines zones en raison de l'insécurité a pu conduire à une sous-représentation des populations les plus affectées par les conflits. La période de collecte des données (mars 2018–juin 2026) introduit des variations contextuelles potentielles. Les perceptions du leadership local peuvent avoir évolué au cours de ces six années en réponse à des événements politiques ou des changements sécuritaires. Les résultats sont spécifiques aux cinq territoires de l'Ituri et leur généralisation à d'autres provinces doit être effectuée avec prudence. Le contexte post-conflit a également affecté la collecte, limitant l'accès à certaines localités. Sur le plan analytique, les tests du chi-carré permettent d'identifier des associations statistiquement significatives mais n'établissent pas de liens de causalité. L'absence d'analyses multivariées contrôlant pour des variables confondantes limite la capacité à isoler les effets spécifiques de chaque facteur explicatif. Le biais de désirabilité sociale constitue une limite inhérente aux méthodes d'enquête, particulièrement pour les questions sensibles concernant la corruption ou le tribalisme. Les tests de Kruskal-Wallis, bien qu'ils confirment des différences significatives entre groupes, ne contrôlent pas non plus les variables confondantes et reposent sur une variable ordinale dont l'échelle est auto-déclarée.

5.2. Perspectives de recherche future

Des études longitudinales suivant l'évolution de la perception du leadership local sur une période prolongée permettraient de mieux comprendre les dynamiques temporelles. L'extension de cette recherche à d'autres provinces de la RDC évaluerait la généralisation des résultats. Le rôle des femmes dans le leadership local constitue une piste particulièrement prometteuse, cette étude n'ayant pas examiné de manière systématique les dynamiques de genre dans l'accès aux positions de leadership. Des études comparatives avec d'autres contextes post-conflit en Afrique subsaharienne identifieraient les patterns communs et les spécificités contextuelles. Des recherches évaluatives rigoureuses sur l'impact des interventions visant à améliorer la gouvernance locale guideraient les politiques et programmes de développement. Enfin, l'utilisation de méthodes quasi-expérimentales, régression multivariée, analyses de médiation, appariement par score de propension permettrait de dépasser les limites des analyses d'association conduites dans cette étude.

Conclusion

Cette étude a analysé la perception de l'implication des acteurs locaux dans le leadership et le développement territorial en Ituri sur la période mars 2018–juin 2026, en combinant une enquête quantitative auprès de 100 répondants et 15 entretiens qualitatifs approfondis répartis à travers les cinq territoires de la province. Les résultats révèlent un paradoxe central : si 91 % des répondants reconnaissent l'existence d'un leadership local, les évaluations de son action demeurent profondément divisées. Plus de la moitié (53,1 %) portent un jugement négatif (actions « inaperçues » ou « faibles »), tandis que 46,9 % les jugent remarquables ou très remarquables. Les tests de Kruskal-Wallis confirment que ces disparités sont statistiquement significatives selon le territoire ($H(4) = 77,710$; $p < 0,001$; $\eta^2 = 0,793$), le sexe ($H(1) = 40,423$; $p < 0,001$) et la tranche d'âge ($H(3) = 78,310$; $p < 0,001$). Cette polarisation reflète des réalités territoriales contrastées et des expériences différenciées de la gouvernance locale. Les disparités territoriales constituent l'un des apports majeurs de cette recherche. L'analyse statistique a établi une association très forte entre le territoire de résidence et la perception du leadership local (V de Cramér = 0,720). Le territoire de Mambasa se distingue par une évaluation unanimement positive, tandis qu'Aru présente le profil le plus négatif avec 40 % de répondants considérant les actions du leadership comme inaperçues. Les entretiens qualitatifs ont permis d'expliquer ces disparités par les dynamiques de conflit armé : la stabilité sécuritaire apparaît comme une condition préalable à l'émergence d'un leadership local efficace et légitime. Les analyses non paramétriques de Kruskal-Wallis ont confirmé ces résultats en montrant des tailles d'effet très élevées pour le territoire ($\eta^2 = 0,793$), l'âge ($\eta^2 = 0,801$) et le sexe ($\eta^2 = 0,411$) sur la perception des actions de développement. L'étude a identifié trois déficits structurels : le déficit de légitimité électorale, qui touche tant les chefs coutumiers que les dirigeants des ETD exerçant sans élections depuis 2006 ; la gouvernance patrimoniale, manifestée par le détournement des fonds de rétrocession et l'opacité dans la gestion des ressources ; et l'instrumentalisation ethnique, qui structure l'accès aux postes de responsabilité selon des logiques communautaires plutôt que méritocratiques. Malgré ces déficits, les populations expriment des aspirations claires : la planification avec la base (87,1 %), la création d'emplois (8,6 %) et l'évitement des anti-valeurs (4,3 %) soulignent l'aspiration dominante à une gouvernance participative et transparente. Le test de Kruskal-Wallis confirme des disparités territoriales significatives dans ces aspirations ($H(4) = 41,357$; $p < 0,001$; $\eta^2 = 0,425$). Cette conscience citoyenne constitue un capital social précieux pour la reconstruction institutionnelle et la consolidation de la paix. La valeur ajoutée de la méthode mixte séquentielle explicative mérite d'être soulignée.



L'approche quantitative a permis d'établir des patterns statistiques robustes, tandis que l'approche qualitative a révélé les mécanismes explicatifs et les dynamiques socio-politiques sous-jacentes. Cette triangulation a renforcé la validité des conclusions et a permis une compréhension nuancée des réalités complexes de la gouvernance locale en Ituri.

L'avenir du développement territorial en Ituri dépendra de la capacité des acteurs locaux, du gouvernement provincial et de la communauté internationale à transformer les déficits identifiés en opportunités de réforme. Les disparités territoriales suggèrent que les interventions doivent être différenciées selon les contextes locaux, tout en s'inscrivant dans une vision cohérente du développement provincial. Le chemin vers une gouvernance locale légitime, efficace et inclusive sera long, mais les résultats de cette étude démontrent que les populations de l'Ituri ne sont pas résignées : elles reconnaissent leurs leaders, évaluent leur action avec discernement et expriment des aspirations claires pour l'amélioration. Cette conscience citoyenne constitue le fondement sur lequel peut s'édifier une gouvernance locale renouvelée, capable de répondre aux défis du développement territorial et de la consolidation de la paix.

RÉFÉRENCES

- Baracco, L. (2021). Participatory budgeting and local governance: Lessons from Latin America. Routledge.
- Bell, S., & Bland, G. (2014). Local governance and service delivery in fragile and conflict-affected states. *Public Administration and Development*, 34(5), 331-344.
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77-101. <https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa>
- Cohen, J. (1988). *Statistical power analysis for the behavioral sciences* (2e éd.). Lawrence Erlbaum Associates. <https://doi.org/10.4324/9780203771587>
- Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2018). *Designing and conducting mixed methods research* (3e éd.). SAGE Publications. <https://us.sagepub.com/en-us/nam/designing-and-conducting-mixed-methods-research/book241842>
- Gaynor, N. (2011). Associations, deliberation, and democracy: The case of Ireland's social partnership. *Politics & Society*, 39(4), 497-519. <https://doi.org/10.1177/0032329211420081>
- Kikanana Maguganduga, P. (2024). Décentralisation et gouvernance locale en République Démocratique du Congo : défis et perspectives. *Revue Congolaise de Gestion*, 38(1), 45-68.
- Machohe, M. (2011). Traditional leadership and local governance in Tanzania: Challenges and opportunities. *African Journal of Political Science and International Relations*, 5(7), 348-356.
- Majambu, K., Ngoma, L., & Tshimanga, M. (2024). Budget participatif et développement local en RDC : analyse des expériences pilotes. *Cahiers Africains de Développement*, 12(2), 89-112.
- Massuanganhe, I. J. (2014). Traditional authorities and local governance in Mozambique. *African Studies Quarterly*, 15(1), 1-18.
- Mena Sebu, J. (2025). Gouvernance participative et redevabilité en Afrique centrale : enjeux et défis. *Revue Africaine de Gouvernance*, 7(1), 23-47.
- Mulopo Gihani, A. (2021). Légitimité et leadership local en Ituri : entre tradition et modernité. *Revue Congolaise des Sciences Sociales*, 15(2), 112-135.
- Myerson, R. B. (2014). Constitutional structures for a strong democracy: Considerations on the government of Pakistan. *World Development*, 53, 46-54. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.01.001>
- Ngendakumana, P., Minani, B., & Bapolisi, A. (2017). Participation citoyenne et développement local dans les territoires de l'Est de la RDC. *Annales de l'Université de Bukavu*, 8(1), 67-89.
- Programme d'Actions du gouvernement, Province de l'Ituri. (2016). Programme d'actions prioritaires 2016-2021. Gouvernement provincial de l'Ituri.
- Ragasa, C., Ulimwengu, J., Randriamamonjy, J., & Badibanga, T. (2016). Factors affecting performance of agricultural extension: Evidence from the Democratic Republic of Congo. *Journal of Agricultural Education and Extension*, 22(2), 113-143. <https://doi.org/10.1080/1389224X.2015.1026363>



- Rathore, M. S. (2013). Local governance and participatory development in India. *International Journal of Rural Management*, 9(1), 51-75.
- Tshwana Kilolo, M. (2024). Entités territoriales décentralisées et développement en RDC : bilan et perspectives. *Revue de Droit Congolais*, 29(3), 178-203.
- Voors, M., Turley, T., Bulte, E., Kontoleon, A., & List, J. A. (2017). Chief for a day: Elite capture and management performance in a field experiment in Sierra Leone. *Management Science*, 64(12), 5855-5876. <https://doi.org/10.1287/mnsc.2017.2866>
- Warom, A., Kasongo, M., & Luboya, N. (2024). Gouvernance locale et participation citoyenne en Ituri : état des lieux et défis. *Revue Internationale du Chercheur*, 5(2), 234-259.
- Yuma Mwana Emile. (2022). *Management des services publics*. Harmattan.